L'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec accueille très favorablement les principales recommandations de la Commission sur les forêts

Québec, le 15 décembre 2004. L'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec accueille très favorablement les principales recommandations du rapport déposé hier par la Commission d'étude sur la gestion des forêts publiques, présidée par M. Guy Coulombe, lesquelles vont largement dans le sens des recommandations formulées par l'Ordre dans son mémoire. Selon l'Ordre, le rapport de la Commission reflète une vision intégrée de l'ensemble de la problématique forestière et il propose un virage majeur et nécessaire de la gestion de la forêt publique québécoise.

Une mise en œuvre nécessaire

Il est essentiel que le ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs du Québec mette rapidement en place un processus permettant la concrétisation des principaux éléments du rapport. L'Ordre suivra activement la bonne marche d'un tel processus afin que soit effectué le virage recommandé par la Commission et attendu par le public québécois.

Principe de précaution et transparence

Selon la présidente-directrice générale de l'Ordre, madame Johanne Gauthier, ing.f., les lacunes signalées par la Commission quant à la précision des modèles de simulation justifient l'application du principe de précaution et une réduction des niveaux de coupe, et ce, jusqu'à ce que ces modèles soient améliorés, tel que proposé par la Commission. L'application de cette recommandation aura toutefois des conséquences importantes sur l'économie de plusieurs régions du Québec et sa mise en place par l'État devrait être accompagnée de mesures visant à en atténuer les effets.

Une analyse approfondie de l'état des forêts et du niveau de récolte autorisé était attendue et recommandée par l'Ordre depuis plusieurs années. Intéressé par cette question, l'Ordre a d'ailleurs par le passé invité l'État à faire preuve de prudence dans ses allocations de bois, tout comme il a incité ses membres à être raisonnablement prudents dans la réalisation des calculs de possibilité forestière.

L'Ordre reçoit également favorablement les recommandations visant à créer des postes de « forestier en chef » et de « vérificateur des forêts ». Ces deux nouvelles fonctions, dont on devra assurer l'indépendance, sont de nature à assurer une meilleure transparence dans la gestion des forêts et à rétablir un lien de confiance avec le public, propriétaire des ressources forestières. Il importe que les changements proposés permettent au gouvernement de dresser un bilan périodique de l'état des forêts.

Pour une gestion intégrée réellement adaptée à la réalité du terrain

L'Ordre se réjouit de la recommandation de la Commission visant l'implantation de la gestion intégrée des ressources, laquelle se concrétisera notamment par la production de plans d'aménagement intégré des ressources (PAFI). Il appuie également sans réserves les recommandations menant à l'implantation d'une gestion par objectifs qui favorisera une meilleure adaptation des travaux forestiers aux réalités du terrain, selon les contextes régionaux en place.

Des suites prochaines

L'Ordre se penchera plus à fond sur l'ensemble des recommandations de la Commission et présentera dans les meilleurs délais une réaction plus étoffée au ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs du Québec.

Dans une optique d'amélioration continue, l'Ordre continuera de s'assurer que les ingénieurs forestiers demeurent à la fine pointe des connaissances leur permettant d'assurer au public québécois une mise en valeur éclairée de la gestion des ressources forestières, notamment par la mise sur pied d'activités de formation continue et de forums d'échange sur la mise en œuvre des recommandations de la Commission.